



**MINISTÈRE
CHARGÉ DES
COMPTES PUBLICS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Projet de loi de finances 2023 – lundi 26 septembre 2022

Intervention de Gabriel ATTAL

Paris, le 26 septembre 2022

Bonjour à toutes et à tous.

Je veux d'abord remercier tous les services qui ont travaillé à l'élaboration de ce budget, évidemment la direction du Budget, la direction du Trésor, la direction de la Législation fiscale.

Je les remercie particulièrement puisque de l'aveu de beaucoup de personnes qui ont été investies sur la préparation de ce budget, c'est probablement l'un des budgets dont la préparation a été la plus exigeante depuis plusieurs années, pour plusieurs raisons.

C'est un budget qui est exigeant du fait du cadre international, du cadre macroéconomique, qu'a rappelé Bruno LE MAIRE, avec un certain nombre d'aléas qui pèsent sur le cadre macroéconomique au niveau international et avec un certain nombre de dépenses qui sont prévues dans ce budget, notamment pour le bouclier tarifaire, qui sont évidemment soumises à l'aléa des évolutions de prix sur le marché. Quand vous devez prévoir une dépense pour l'an prochain pour contraindre la hausse du prix de l'électricité et du gaz pour les ménages, évidemment, il faut être capable d'évaluer ce que sera le prix de l'énergie, l'an prochain et donc ça nécessite un travail extrêmement exigeant.

C'est exigeant aussi du point de vue du contexte de nos finances publiques, qui a été rappelé par Bruno LE MAIRE, et du cadre dans lequel nous nous sommes inscrits pour revenir sous les 3 % en 2027.

Exigence, enfin, du fait du nouveau contexte politique et parlementaire, puisque nous n'avons plus la majorité absolue, ce qui implique dans la préparation même du budget — et c'est ce que nous avons fait avec les dialogues de Bercy —, de travailler en amont avec les différents groupes de la majorité et de l'opposition.

Le budget que nous vous présentons aujourd'hui, c'est un budget de protection :

Protection, d'abord du pouvoir d'achat, dans le contexte de crise de l'inflation qu'a rappelé Bruno LE MAIRE — et je ne reviens pas sur les chiffres sur le bouclier tarifaire qui ont été rappelés par Bruno LE MAIRE —, mais qui vont nous permettre de continuer à protéger les Français, à protéger leurs factures d'électricité et de gaz.

Seul le prononcé fait foi

La protection ensuite, c'est la poursuite du réarmement de nos services régaliens, de la police, de la justice, de la défense, avec 3 milliards de plus pour la défense nationale, conformément à la loi de programmation militaire, 1,4 milliards de crédits supplémentaires pour nos forces de sécurité intérieure, et un budget du ministère de la justice qui augmente une nouvelle fois de 8 %. Nous continuons à investir dans la mission protectrice de l'Etat. C'est cela qu'attendent les français.

Protection, ensuite, par l'emploi. Nous continuons et Bruno LE MAIRE l'a rappelé, à investir massivement pour que l'emploi se développe dans notre pays, que l'activité économique se développe. Ça veut dire commencer très tôt en investissant dans l'éducation de nos enfants. 3,7 milliards d'euros en plus l'an prochain pour l'éducation. Aucun professeur ne gagnera moins de 2 000 euros net par mois à partir de la rentrée prochaine.

Continuer à investir aussi pour la formation, pour l'apprentissage. 6,7 milliards d'euros de crédits supplémentaires pour l'emploi et l'apprentissage. Nous avons un objectif, que je rappelle : atteindre le million d'apprentis d'ici 2027.

Protéger les Français, c'est aussi protéger nos comptes publics. C'est évidemment une mission que j'applique à la lettre, conformément à l'engagement du président de la République, de la Première ministre, et de Bruno LE MAIRE.

Je continuerai à défendre le combien ça coûte, après le quoi qu'il en coûte. Bruno LE MAIRE l'a rappelé, dans le contexte, toutes dépenses engagées doit être une dépense immédiatement utile, et nous agissons avec un cadre qui est celui de la réduction de notre dépense publique.

Entre 2022 et 2023, la dépense va baisser de 2,6 % en volume. Entre 2022 et 2023, le poids de nos dépenses dans le PIB va baisser. Il passe de 57,6 % en 2022 à 56,6 % en 2023, et il atteindra 53,8 % en 2027. Nous avons une trajectoire, nous tenons cette trajectoire quand bien même le cadre est évidemment et difficile, avec les aléas que nous rappelions tout à l'heure, les aléas géopolitiques, les aléas économiques. Nous avons donc une détermination absolue dans les débats que nous abordons à poursuivre dans cette direction.

Agir pour la protection des Français, agir pour la protection de nos comptes publics. Il ne s'agit pas d'injonctions paradoxales ; nous l'avons démontré ces dernières années, nous le démontrons encore une fois dans ce budget. Et c'est ce qui va nous guider dans les prochains mois, à l'occasion des débats au Parlement.